

# Note sur la Conjoncture Politique et Socio-économique de la Province du Nord-Kivu



1<sup>er</sup> Semestre 2010

## La Province du Nord-Kivu en un clin d'œil

Province	Nord-Kivu
Superficie	59.631 Km <sup>2</sup>
Population	4.5 millions (en 2005)
Villes	Béni, Butembo et Goma
Territoires	Béni, Lubero, Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et Walikale
Routes urbaines	5109 Km
Routes d'intérêt provincial	20371 Km
Réseau Ferroviaire	0 Km
Desserte en eau potable	17%
Taux de malnutrition chronique	45%
Taux prévalence du VIH/SIDA	5,4%
Couverture médicale	1 médecin/41.351 habitants
Taux de scolarisation primaire	34,10%
Nombre de calories/Pers./Jour	1.741,1
Les populations restent engagées dans l'agriculture, entrepreneuriat, le commerce ouvert à tout le pays, à la sous-région et aux pays d'outre-mer, particulièrement l'Asie et ceux de l'ACP, (Source les autorités provinciales du N-K, 2005)	

## Situation politique et sécuritaire

La République démocratique du Congo fêtait, le 30 juin dernier, le cinquantième anniversaire de son indépendance. Ces célébrations ont été l'occasion pour de nombreux dignitaires congolais, politiques et religieux, de réaffirmer leur volonté de braver les épreuves qui ont ensanglantés l'histoire contemporaine de la RDC et de diriger le pays vers la marche du progrès. En dépit de cet optimisme affiché, les situations politique et sécuritaire n'ont connu que peu d'améliorations au cours de ce premier semestre 2010.

### 1. Situation sécuritaire et humanitaire

#### 1.1. Les activités des groupes armés

Au Nord Kivu, un large panel d'exactions, dont pillages et extorsions, sont toujours perpétrés par les groupes armés en présence, dont d'autres cas auraient été commis par quelques éléments de la FARDC. Le contexte sécuritaire a été particulièrement pénible depuis le mois de février 2010 dans les territoires de Lubero, Walikalé et de Beni. La zone nord du territoire de Beni souffre toujours de l'activisme accru du groupe rebelle Ougandais ADF/Nalu (contre lequel les FARDC ont lancé l'opération militaire « Ruwenzori » en juin), tandis que la partie sud reste déstabilisée par les offensives lancées contre les Mayi Mayi par l'armée gouvernementale.

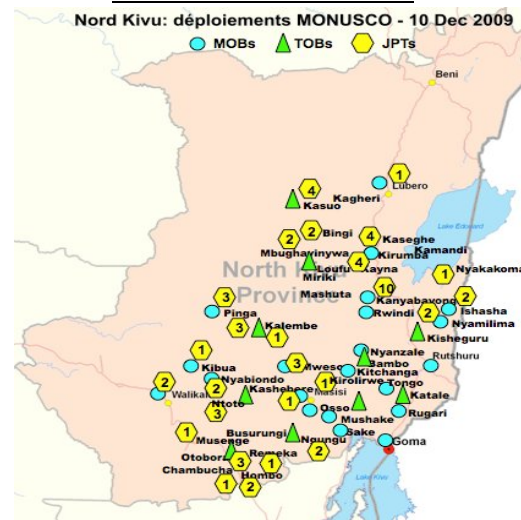
On a enregistré également de nombreuses tueries et des embuscades meurtrières contre des véhicules à Mangurejipa en février 2010, ainsi qu'un réel problème de protection des civiles au sud-est du territoire de Walikale, où la population est régulièrement victime d'abus de droits humains depuis l'intensification des combats entre les FARDC et les rebelles Mayi Mayi et du FDLR en avril 2010.

La situation sécuritaire s'est cependant nettement améliorée dans le territoire du Muhangi, permettant aux populations déplacées d'amorcer leur retour dans la zone. Le constat, était également encourageant dans la zone de Rutshuru en février 2010, où la couverture des grands axes routiers par les FARDC avait contribué à une accalmie notoire, bien que certains troubles se produisent encore dans les coins les plus reculés. Cependant, les grands axes principaux et les grandes agglomérations du territoire de Rutshuru ont été le théâtre d'une

recrudescence des violences (assassinats, viols, braquages de véhicules, pillages, etc.) depuis juin 2010. À l'origine de cette tendance, l'arrêt des opérations militaires des FARDC contre le FDLR, permettant à ces derniers de réoccuper certaines positions jadis abandonnées, et contraignant certaines populations fraîchement retournées à repartir vers d'autres zones jugées sécurisées.

Enfin, le territoire de Masisi a été doublement secoué, (1) à l'ouest par les offensives menées par les FARDC dans le cadre de l'opération Amani Leo, lancée par le gouvernement congolais avec l'appui de la MONUSCO depuis février 2010 ; (2) au sud et au nord-est par des actes criminels motivés par l'absence des FARDC. On notera par ailleurs que face au succès d'Amani Leo, le gouvernement a annoncé le 10 juin dernier qu'il prolongerait l'opération, toujours avec l'appui des forces onusiennes.

#### Situation militaire au Nord-Kivu



Source : MONUSCO

En juillet 2010, près de 70.000 personnes ont fui les combats et les violences au Nord Kivu, OCHA déplorant également 60 attaques contre le personnel humanitaire opérant dans la région entre janvier et juin 2010, la plupart étant des cas de pillages sans violence.

#### 1.2. Le viol comme arme de guerre au Nord-Kivu

Deux ans après l'adoption de la résolution 1820 des nations unies sur les violences sexuelles en temps de conflit et de post conflit, suivie des résolutions 1888 et 1889 en 2009, la situation en RDC et le viol comme arme de guerre demeurent constante. Les femmes congolaises, plus particulièrement celles vivant à l'est du pays continuent d'être victimes malgré l'attention

internationale accrue sur la question. En outre, la RDC a incorporé la stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles développée à l'origine par les Nations Unies au programme STAREC et validée au sein de la Stratégie Nationale de Lutte contre les violences basées sur le Genre du gouvernement congolais.

Selon le rapport du Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR), le premier trimestre 2010 aurait ainsi connu une hausse de ces pratiques touchant près de 1244 femmes, dont plus du tiers a été enregistré dans les provinces des deux Kivu. Dans la ville de Goma<sup>1</sup>, il est signalé par l'ONG Heal Africa 9 cas des violences sexuelles à Kitchanga, avec comme auteurs des militaires FARDC, des FDLR et des civils. Les survivantes des violences sexuelles ont reçu des trousseaux de prophylaxie post-exposition (PEP) du VIH. Pour le mois de juillet 2010, l'ONG a enregistré quelque 113, mais 20 d'entre elles n'ont pas reçu de soins PEP, d'où le besoin de renforcer la sensibilisation pour l'orientation des survivantes vers les centres de santé pour des soins d'avant 72 heures. Le HCR a également déploré le manque de réactivité des autorités congolaises face à ce fléau, rappelant que les auteurs de ces agissements n'étaient que trop rarement inquiétés par la justice. Le gouvernement a depuis lors entamé une politique de « tolérance zéro », engageant par le biais des tribunaux militaires opérationnels plusieurs procès publics débouchant sur des peines sévères.

Dans le cadre de son projet accès à la justice, le PNUD apporte un appui aux autorités congolaises pour le transfèrement des présumés auteurs des actes de viol à Goma et facilite la participation des victimes au procès.

### 1.3. Les efforts de stabilisation à travers le programme STAREC

Un an après son lancement, le Programme STAREC a pris sa vitesse de croisière dans la province du Nord Kivu au début du deuxième trimestre 2010 et son appropriation par les autorités provinciales est devenue effective grâce à l'appui du PNUD. Les structures du pilotage du STAREC au Nord-Kivu (CTC et les Commissions: RAE et Sécurité, Relance Economique, et Humanitaire et Sociale) se réunissent régulièrement et possèdent désormais leurs Termes de Référence) pence, Plans Opérationnels 2010 et une Stratégie

d'Appropriation Sociale du STAREC approuvés et validés par le Comité Technique Conjoint (CTC) présidé par le Gouverneur de province. Cependant le Comité interprovincial tarde encore à jouer le rôle qui devrait être le sien conformément à l'ordonnance présidentielle N° 09/051 du 29 juillet 2009 instituant le Programme STAREC. Ainsi, la tournée de l'équipe du Comité interprovincial pour installer et de revitaliser les structures du STAREC dans les provinces concernées a été annulée d'abord annulée à cause des festivités du cinquantenaire et depuis aucune nouvelle date a été annoncée.

Sur le terrain, la construction des nouvelles infrastructures et la réhabilitation des anciens bâtiments continuent avec un total de 26 ouvrages achevés et 12 autres prévus pour fin août 2010. Mais ces travaux connaissent des arrêts et suspension fréquente à cause de l'insécurité sur certains axes et notamment à cause des difficultés d'ordre financier et technique rencontrées par les agences d'exécution avec certains entrepreneurs. Les équipements sont déjà sous commande et seront prêts pour le déploiement éventuel de l'administration. Les visites et missions conjointes entre le Gouvernement et les Nations Unies ont été organisées pour identifier les zones, les types des formations, les besoins pour la fourniture des appuis opérationnels et l'encadrement des agents administratifs à déployer au Nord et Sud-Kivu.

Le Conseil d'Administration du Fonds de Stabilisation s'est réunie le 16 juin 2010 et a approuvé pour la composante violence sexuelle d'un montant de 5 millions USD. Aussi, le Gouvernement suédois a annoncé une contribution de 6.3 millions pour la 4<sup>ème</sup> Composante. Il convient toutefois de noter que toutes les allocations prévues dans le cadre du PBF ont été allouées et un autre mécanisme de financement sera bientôt lancé, pour lequel les Termes de Référence doivent être validés par le Comité de Suivi du STAREC après sa validation par UNCT.

### 1.4. Mouvements de Population : Evolution des déplacés internes et des retours

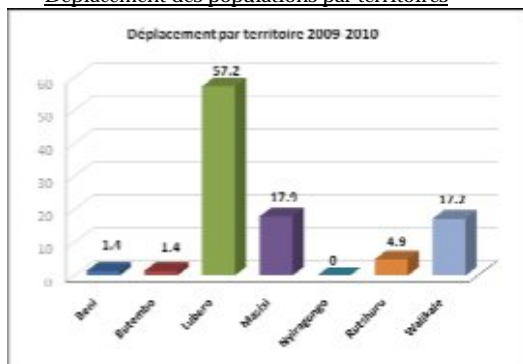
Selon le rapport humanitaire mensuel de juin 2010 publié par OCHA, le Nord Kivu aurait enregistré plus de 600.000 durant l'année 2009 suite aux conflits armés qui ont incessamment frappé la province. Cette recrudescence des déplacés en 2009 est en partie due à l'exode massif de 110.000

individus en territoire de Lubero et de Walikale entre octobre et décembre 2009.

Sur le premier semestre 2010, les territoires les plus affectés par le déplacement sont le Lubero (57%), le Masisi (18%) et le Walikale (17,2%). Ces déplacements ont été majoritairement motivés par le lancement des opérations militaires contre le FDLR, ainsi que par les exactions commises par d'autres groupes armés incontrôlés. On enregistre également de nouveaux cas de déplacements en territoire de Beni depuis que l'armée congolaise ait décidé d'étendre ses opérations militaires pour traquer la rébellion ougandaise de l'ADF/Nalu. Cependant des données fiables quant au nombre de ces déplacés sont encore indisponibles à la date de cette publication.

Enfin, les mouvements de déplacement constaté au cours du mois de juin dans la zone du Masisi centre sont majoritairement le résultat de l'activité des groupements Nyamaboko et Bapfuna respectivement à l'ouest et au nord de la région. On notera la tendance à la baisse des déplacements depuis la fin du troisième trimestre 2009, tendance qui s'est confirmée au cours du mois de juin 2010, avec un total de 55 nouveaux déplacés. Enfin, en ce qui concerne les causes des déplacements, ils semblent être provoqués (1) à 80% par les attaques armées découlant de la présence des groupes armés Mayi-Mayi, FDLR et FARDC ; (2) à 11% par les mesures préventives prises par les populations. Enfin, on notera que parmi les déplacés, 86% sont accueillis dans des familles d'accueil, tandis que 14% se réfugient dans des camps.

Déplacement des populations par territoires

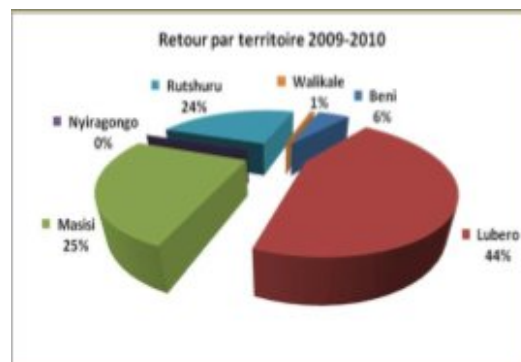


Source : Rapport Humanitaire Mensuel Juin 2010, OCHA

Il semblerait que l'on puisse parler de dynamique de retour depuis quelques mois, notamment si l'on se fie aux retours encourageants enregistrés dans le Rutshuru et le grand Nord. Ainsi, environ 690.063 personnes sont retournées dans leur milieu

d'origine durant l'année 2009, et 138.682 au premier semestre 2010, majoritairement dans les territoires de Lubero, de Masisi et de Rutshuru. Cependant, environ 114.740 individus déplacés avant 2009 ainsi que la majorité des 600.000 déplacés de 2009 ne sont pas encore rentrés chez elles. Quant à la nature de l'hébergement, 96% des personnes retournées ont repris leurs propres habitats.

Retour des populations



Source : Rapport Humanitaire Mensuel Juin 2010, OCHA

### 1.5. Deux grands drames humanitaires

Deux grandes tragédies ont marqué la situation humanitaire de la province du Nord-Kivu. Il s'agit de l'éruption volcanique au mois de janvier 2010 et de la coulée de boue descendue du volcan Karisimbi, situé à plus de 2500m d'altitude sur l'axe Goma-Rutshuru, à environ 34Km de la ville de Goma au mois de mai 2010 qui a affectée la localité de Kibiriga (Groupement de Kibumba, Territoire de Nyiragongo). Le bilan annoncé par les autorités provinciales a fait état de 36 disparus et 200 maisons emportées par les eaux et de dizaines de morts.

## 2. Situation politique

### 2.1. De la MONUC à la MONUSCO : de la mission du maintien de la paix à celle de stabilisation et protection des civils

Le premier semestre 2010 a été marqué par la demande du gouvernement congolais au Conseil de Sécurité des nations unies concernant le retrait progressif des troupes de la MONUC à partir du 30 juin 2010. S'appuyant sur le principe de souveraineté nationale, les autorités congolaises ont considéré dans un premier temps que la présence de la MONUC n'était plus nécessaire, du moins dans certaines localités à l'ouest et au centre du pays. Ainsi, une mission du Conseil de Sécurité est arrivée à Kinshasa le 14 mai 2010 pour poursuivre les négociations entamées avec les autorités

congolaises et évaluer l'évolution du processus politique, démocratique, sécuritaire et humanitaire du pays afin de proposer une reconfiguration de la mission de la MONUC. Dès le 30 juin 2010, la Mission de maintien de la paix est devenue une mission de stabilisation et de consolidation de la paix, passant de MONUC à MONUSCO. Cette mutation représente une évolution significative des responsabilités de la mission de maintien de la paix qui intègre désormais une composante de stabilisation, déléguant davantage de ses tâches et de prérogatives habituelles aux agences du système des Nations Unies.

Sur le terrain la MONUSCO et le PNUD s'emploient à appuyer le gouvernement provincial du Nord-Kivu, dans le cadre du Projet « Restauration de l'Autorité de l'Etat » du Programme STAREC, à mettre fin à la persistance de l'administration parallèle dans certains territoires sous contrôle du CNDP (Territoire de Masisi et Rutshuru). Aussi, il convient de signaler la poursuite des opérations militaires dans le territoire de Beni contre les ADF-NALU dans le Masisi contre le groupe du Général GAD et dans le territoire de Walikale contre les FDLR.

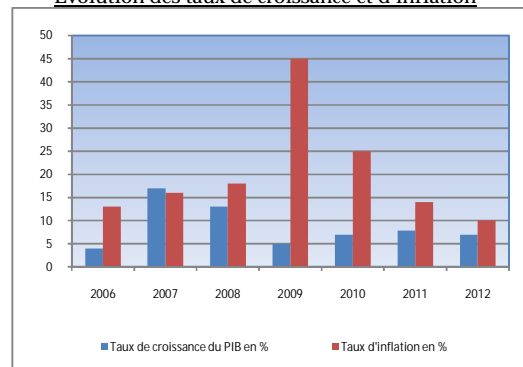
## Evolution de la situation économique et sociale

### 1. Analyse et Perspectives du Cadre Macro-économique (2008-2012)

#### 1.1. Croissance et Production du Secteur Réel

Sur le plan macro-économique, le redressement s'est amorcé depuis la fin de l'exercice 2009 avec une croissance du PIB national annoncée par la BCC à 5,4% sur l'année 2010 et à 7,3% pour 2011. De son côté, la province du Nord Kivu, avec un PIB annualisé (au prix courant du marché) s'élevant à 1.080,478 milliards CDF, enregistre une croissance réelle de 5,5% pour l'année 2010, croissance qui devrait atteindre les 6,6% en 2011 et 6,5% en 2012, selon les projections du Ministère Provincial du Budget et Plan élaborées avec l'appui de la Banque Mondiale. Ces chiffres semblent supporter la conjecture selon laquelle le Nord Kivu, qui a largement souffert des effets d'entraînements provoqués par la crise financière (en témoigne la chute des taux de croissance réels de 17,0% et 12,4% en 2007 et 2008 à 4,5% en 2009) sortirait progressivement de cette situation difficile.

### Evolution des taux de croissance et d'inflation



Source : Note de cadre Macroéconomique 2009-2012, Banque Mondiale en collaboration avec les autorités nationales et provinciales

### La Contribution des secteurs dans les PIB

Parts sectorielles dans le PIB en %	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>48,6</b>	<b>42,6</b>	<b>37,3</b>	37,0	36,4	35,7	34,9
I. AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE	41,0	34,7	29,7	31,0	30,6	29,7	28,9
A. AGRICULTURE	38,3	30,9	26,2	27,3	26,9	26,1	25,4
B. PÊCHE	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
C. ÉLEVAGE	4,0	3,6	2,9	3,0	3,0	2,9	2,9
II. FOREMIÈRE	3,2	3,4	3,9	4,1	4,0	3,9	3,8
III. MINES	1,5	5,0	3,7	1,9	2,0	2,1	2,2
<b>SECTEUR SECONDAIRE</b>							
I. PRODUCTION MANUFACTURIÈRE	8,8	8,1	9,9	9,8	9,5	9,3	9,0
B. PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
II. PRODUCTION D'EAU POTABLE	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
III. MINIMANUFACTURIÈRES	0,3	0,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
<b>SECTEUR TERTIAIRE</b>							
I. SERVICES MARCHANDS	38,4	45,2	47,3	48,8	49,6	50,7	51,7
1. Commerce	25,1	31,6	32,8	33,7	34,5	35,7	36,7
2. Transports / Communication	7,7	7,7	8,1	4,4	4,4	4,5	4,6
3. Tourisme, hôtellerie, restauration	5,9	5,4	6,3	5,8	5,8	5,7	5,7
4. Autres services	5,8	5,0	4,6	4,9	4,9	4,8	4,8
II. SERVICES NON MARCHANDS	1,5	1,6	1,8	1,3	1,4	1,5	1,6
<b>PIB AUX COÛTS DES FACTEURS</b>	<b>98,2</b>	<b>98,5</b>	<b>97,5</b>	98,0	98,2	98,3	98,3
DROITS ET TAXES À L'IMPORTATION	1,8	1,5	2,5	2,0	1,8	1,7	1,7
<b>PIB AUX PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Note de cadrage Sectoriel des Dépenses à Moyen Terme (CDMT), Banque mondiale en collaboration avec les autorités nationales et provinciales.

Le principal moteur de cette croissance semble être la reprise du secteur primaire, qui crée 37,0% des richesses de la province. Ainsi, l'agriculture, la pêche et l'élevage, qui comptent pour 31,0% du PIB provincial, ont enregistré cette année une croissance de 3,0% déjà réalisées en 2009. La production minière, bien qu'elle ne représente qu'une faible part dans la structure du PIB, enregistre une croissance solide de 8,4% en 2010, un chiffre rassurant, étant donné la croissance négative de 7,0% en 2009.

On notera également la reprise progressive du secteur tertiaire, avec une croissance du taux d'activité de 7,3% pour l'exercice 2010, et des projections dépassant 8,0% pour les années 2011 et 2012. Cette reprise est essentielle pour pérenniser la relance, car le tertiaire assure depuis 2010 plus de 50,0% de la production de richesses au Nord-Kivu. Le secteur industriel, toujours minoritaire, reste quant à lui le plus touché, avec des indices de production stagnants voire négatifs, à l'instar des productions d'eau potable et d'électricité (-1,0 % en 2010). On notera enfin une relance timide des



BTP/Infrastructures (5,0%) et de la production manufacturière (3,4%), relance faisant toutefois pale figure en vue des performances record respectivement de 67,1% et 33,8% enregistrées en 2008.

Il convient également de mettre en lumière le caractère remarquable de la croissance enregistrée au Nord-Kivu en 2010. Ainsi, celle-ci est quasiment similaire aux chiffres nationaux annoncés par la BCC à Kinshasa, le faible poids du secteur minier dans la province n'a pas permis à cette dernière de profiter substantiellement de la reprise des cours de certaines matières premières comme le cobalt et le cuivre, reprise qui avait eu de forts effets d'entraînements dans les grandes provinces exploitantes de ces minéraux.

On notera enfin que la stabilisation structurelle de l'économie du Nord Kivu passe par la mise en œuvre d'une matrice d'action énumérant une série de réformes prioritaires, parmi lesquelles :

- Un effort soutenu de diversification: 65% de l'économie du Nord Kivu se concentre dans la branche agricole et le commerce, alors que la production manufacturière ne garantit que 10% de la création de richesses. La création d'un tissu industriel dense et l'intensification des capacités du secteur privé apparaissent essentiels en vue de promouvoir une croissance durable au Nord Kivu.
- Un effort soutenu d'émancipation sur les marchés régionaux : le Nord Kivu, doit privilégier l'investissement dans les infrastructures de transport et de communication afin d'exploiter au mieux sa position géographique centrale au sein de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) et de l'initiative de Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

### 1.2. Évolution du Taux d'inflation, du Taux de Change et de la Base Monétaire

En ce qui concerne le taux d'inflation au niveau national, on observe un taux d'inflation annualisé national de 24,7% suite aux résultats du premier semestre, un chiffre encourageant par rapport aux 35,0% prévu à la fin mars 2010. Le taux d'inflation ITC moyen de la province se situe légèrement au dessus, à hauteur de 25,0%. D'autre part, le taux d'inflation « fin de période » (YTD

inflation) pointe à 15% à la fin du premier semestre, et la politique restrictive monétaire à fixé des objectifs strictes respectivement à 12% et 9% pour les années 2011 et 2012.

La baisse de l'inflation est significative par rapport à la période précédente - l'année 2009 avait vu l'inflation augmenter à 46,1% - et semble plus en phase avec les taux d'inflation enregistrés en 2007 et 2008 (16,7% et 18% respectivement). Les projections estiment ainsi la diminution du taux d'inflation à 21,40 points de base entre 2009 et 2010, une diminution largement supportée par la stabilité de la base monétaire M1 (billets et dépôts à vue), passée de 480.133.000 CDF en décembre 2009 à 487.539.000 CDF à la date du 2 Juillet 2010.

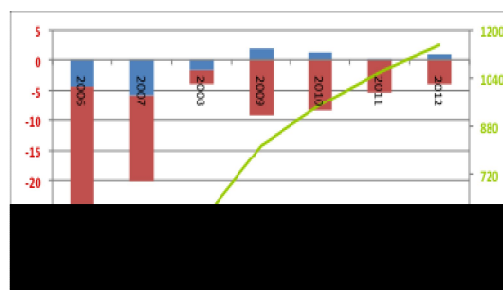
Sur le marché des changes, le Franc congolais est resté très stable sur l'ensemble du premier semestre, enregistrant une légère appréciation de 1,85% entre janvier et juillet 2010 portant le taux de change à 903CDF/USD. Cette stabilité du Franc congolais est remarquable au vu de la volatilité que celui-ci a connu l'année passée, avec une dépréciation proche de 33%. Le taux de change était en effet de 681CDF/USD en janvier 2009.

### 1.3. Secteur Extérieur : Bilan de la Balance Commerciale

On remarque une nette amélioration sur la période 2006-2010 de la balance commerciale globale de la province du Nord Kivu. Ainsi, si cette dernière affichait un déficit équivalent à 31,1% du PIB provincial en 2006, ce déficit s'est amenuisé à 7,3% en 2010, et devrait atteindre les 3,1% en 2012. Cette amélioration est due à l'évolution positive des facteurs suivants :

- Les exportations à l'international sont passées en part du PIB provincial de 4,9% à 10,0% entre 2006 et 2009. Ce chiffre devrait cependant se stabiliser autour de 8,0% dans les années à venir.
- Les importations à l'international sont pour leur part restées relativement stables sur la même période, représentant environ 8% du PIB.

Evolution du taux de change



Le résultat est une nette amélioration de la balance commerciale des échanges avec l'extérieur, dont le solde, négatif jusqu'en 2008, est depuis lors excédentaire.

Parallèlement, on constate que la balance commerciale avec les autres provinces, dont la part de responsabilité dans le déficit de la balance commerciale globale est majoritaire, affiche une évolution positive. Si elle est toutefois restée déficitaire sur toute la période, ce déficit est passé de 26,7% (en part du PIB provincial) en 2006 à 7,3% en 2010, chiffre qui devrait encore décroître à 4,0% d'ici à 2012.

#### Comportement du secteur extérieur

Secteur extérieur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
				Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Exportations, f.o.b. vers l'extérieur	4.3	6.5	11.9	10.0	8.9	8.1	7.7
Importations, f.o.b. de l'extérieur	8.7	12.3	13.6	8.2	7.7	8.0	6.8
Balance commerciale globale	-31.1	-20.1	-4.0	-7.4	-7.3	-5.2	-3.1
Balance commerciale avec l'étranger	-4.4	-5.8	-1.7	1.8	1.2	0.1	0.9
Balance commerciale autres provinces	-26.7	-14.3	-2.3	-9.3	-8.4	-5.3	-4.0

Source : Note de Cadrage Macroéconomique 2009-2012, Banque Mondiale en collaboration avec les autorités nationales et provinciales.

## 2. Analyse et Perspectives du Cadre Budgétaire

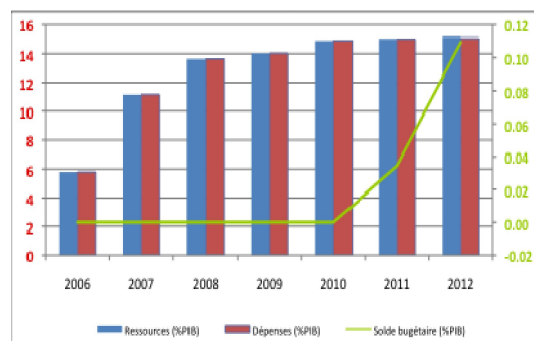
### 2.1. Performance et Exécution du Budget

La politique d'austérité budgétaire menée par Kinshasa dans le but d'atteindre le point d'achèvement s'est fait ressentir notamment grâce à un solde positif avoisinant les 210 millions USD pour le premier semestre 2010, contre un déficit de 23 millions USD pour la même période en 2009.

En ce qui concerne la province du Nord Kivu, une révision profonde des règles et objectifs dictant l'élaboration et l'exécution de la politique budgétaire est également à l'ordre du jour. Ainsi l'action gouvernementale s'inscrit dans une nouvelle logique de planification stratégique budgétaire sur les dépenses à moyen terme. Cette logique s'articule autour de deux mesures phares visant à améliorer l'efficacité de l'administration fiscale provinciale:

- L'élaboration des budgets provinciaux à l'aide non pas des prévisions mais plutôt des taux d'exécution des budgets des années antérieures et des performances enregistrées par l'économie réelle.
- Une augmentation de la part des ressources propres allouées aux rubriques « biens et services » et « investissement » dans les secteurs prioritaires.

### Structure du budget



Source : Note de Cadrage Macroéconomique 2009-2012, Banque Mondiale en collaboration avec les autorités nationales et provinciales.

En ce qui concerne les indicateurs quantitatifs de la province, on notera tout d'abord une augmentation de 32% des ressources fiscales sur la période 2008-2009, pour atteindre 121.435 millions CDF. Selon l'estimation envisagée pour 2010 à 166.499 millions CDF (soit 14,9% du PIB), cette tendance devrait se poursuivre, d'autant plus que les projections dépassent les 200.000 millions CDF pour 2011 et 2012. Pour mieux comprendre la provenance de ces ressources, il convient de départager ces ressources en deux volets bien distincts : les recettes et les dons.

Les recettes hors dons sont passées de 22.438 millions CDF en 2008 à 35.697 millions CDF en 2009, et ce malgré les effets de la mauvaise conjoncture. On notera également que les ministères provinciaux du Budget et du Plan estiment une augmentation soutenue des recettes, lesquelles devraient atteindre 60.000 et 80.000 millions CDF respectivement en 2010 et 2011, soit un peu plus de 5% du PIB provincial. Cependant, la capacité des régies financières à collecter les deniers de la province reste insuffisante comme le montre la part insignifiante des recettes de la fiscalité locale sur les recettes totales (3,2% en 2009 ; 7,5% en 2010) et en part du PIB (0,2% en 2008). Enfin, on notera le grand retour en 2010, après trois années d'absence, des subventions de l'Etat à la Province, subventions dont le poids restera maigre puisqu'elles ne contribueront qu'à 0,2% des recettes provinciales totales.

Les dons restent le canal majoritaire de financement des opérations de la province, avec une estimation de 110.568 millions CDF pour 2010, soit 22,4% de plus qu'en 2009. Loin de stagner, les dons au Nord Kivu devraient encore croître et atteindre 132.936 et 154.089 millions de CDF respectivement en 2011 et en 2012, soit près de 10% du PIB provincial. Parmi ces dons, une grande majorité reste

allouée à l'exécution des dépenses courantes dont l'aide humanitaire fait partie intégrante. Ainsi, en 2009, 50% des 85.738 millions CDF de dons partaient dans l'aide humanitaire, et seulement 12% servaient à financer des investissements. Cette allocation inégale des dons devrait d'ailleurs se confirmer pour la période 2010-2012.

En ce qui concerne les dépenses publiques, deux constats importants conviennent d'être soulignés. D'abord, elles ont cru proportionnellement aux ressources étatiques, enregistrant, à l'image des recettes, une hausse de 27% entre 2009 et 2010. De plus, on notera que l'ensemble des fonds disponibles a systématiquement été employé par l'administration publique ces dernières années, tant et si bien que la province enregistre un solde budgétaire traditionnel quasi nul depuis 2006.

Penchons nous maintenant brièvement sur la structure des dépenses du gouvernement provincial. Les dépenses courantes, constituées à la grande majorité des dépenses ordinaires/humanitaires et des salaires du personnel provincial, culminent à 143.543 millions CDF en 2010 (soit respectivement 51% et 27% de plus qu'en 2008 et 2009). Elles représentent ainsi 87% des dépenses totales et sont en grande partie financées par les dons.

Les dépenses en capital, avec 13% des dépenses totales et un montant dérisoire de 22.956 millions CDF, apparaissent largement minoritaires. De plus, les prévisions pour 2011 et 2012 ne semblent pas contrarier cette tendance, et ce malgré la volonté réaffirmée par le gouvernement de rallonger les fonds destinés à l'investissement dans les secteurs prioritaires. Plus grave, on note que 60% des investissements en cours sont le fruit de ressources extérieures directes ou indirectes.

## 2.2. Allocations Budgétaires 2010-2012 : un Point sur les Besoins et les Ressources Sectorielles

Comme indiqué dans la section précédente, le budget provincial, à compter de 2010, aura à cœur de prioriser l'investissement dans les secteurs pilotes que sont la Santé, l'Éducation (EPSP), l'Agriculture et le Développement Rural (AGDR), et l'eau et Assainissement (E&A). Cette nouvelle logique s'explique par la volonté de la province d'assumer son nouveau rôle de pourvoyeur de services sociaux de bases depuis la décentralisation de ces trois secteurs prioritaires. Le Nord Kivu

devra donc prendre le relai du gouvernement central en orientant plus de fonds vers les secteurs les plus concernés par la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté. Ainsi, si en 2008 la part des dépenses consacrée aux secteurs prioritaires ne dépassaient pas 15%, elles sont estimés à 17,5% pour 2010 et devraient atteindre 25% et 32,5% respectivement en 2011 et 2012, au détriment des dépenses de souveraineté qui resteront tout de même majoritaires. Ces secteurs pourront également compter sur la fidélité de l'aide extérieure.

Ainsi, le secteur de l'Éducation, qui ne faisait l'objet d'aucune allocation en 2008 et 2009 autre que les rémunérations, se verra-t-il verser 1.391, 3.731 et 6.359 millions CDF de dépenses prioritaires destinées majoritairement aux subventions des écoles primaires respectivement en 2010, 2011 et 2012. Ce nouvel investissement portera à près de 20.000 millions CDF les dépenses destinées à l'Éducation en 2012.

Le secteur de la Santé, subissant le même traitement que l'Éducation en 2008 et 2009, recevra 3.274 millions CDF des administrations provinciales en 2010, total qui culminera à 6.827 puis 13.153 millions CDF respectivement en 2011 et 2012. Une bonne partie de ces fonds serviront au renouvellement du matériel médical et à la réhabilitation de 54 centres de santé et de 4 hôpitaux d'ici à 2012. On notera que les fonds débloqués par l'administration provinciale au secteur de la santé ne représentaient pas plus de 9% des dépenses totales de santé en 2008 et 2009, part qui devrait croître à 21% en 2011 puis 30% en 2012. On notera enfin qu'avec 25.066 millions CDF en 2010, les dépenses totales de santé, représentant 2,3% du PIB provincial en 2010, restent assumées à 85% par les ménages et seulement à 2,0% par l'aide extérieure.

Le secteur AGDR tirera également son épingle de la nouvelle politique budgétaire provinciale, avec une augmentation graduelle mais significative des dépenses prioritaires de 763 à 6.985 millions CDF sur la période 2010-2012. Cette augmentation des fonds alloués par les administrations provinciales devrait être suivie par un doublement des aides extérieures (PTF) entre 2009 et 2012, aides qui devraient atteindre 16.202 millions CDF. La sensibilisation du gouvernement provincial aux enjeux du développement rural apparaît essentielle pour assurer la stabilisation économique de la province, car (1) ce secteur



joue un rôle majeur au sein de l'appareil de production en assurant 37% de la création de richesses ; (2) la population rurale représente 88% de la population totale du Nord Kivu.

Enfin, le secteur de l'E&A devrait recevoir 901,1 millions CDF de dépenses prioritaires en 2010, montant destiné majoritairement à l'approvisionnement rural en eau potable et dans une moindre mesure à l'assainissement des milieux urbains. Cette quantité devrait croître à 2.334 puis 4.909 millions CDF en 2011 et 2012. On notera que les dépenses d'approvisionnement urbain en eau potable et d'assainissement rural ont financées par les ménages eux mêmes et les bailleurs de fonds, et ne sont donc pas prises en compte dans les interventions financières de l'État.

### 3. Analyses et Perspectives du Cadre Social

Les analyses ci-dessous sont basées sur les données communiquées par l'édition 2009 du Bulletin des indicateurs Sociaux publié par la Division Provinciale du Plan et Unicef Goma en juin 2010.

#### 3.1. Démographie

La population du Nord Kivu est passée de 5.556.642 en 2008 à 5.772.199 au troisième trimestre 2009, soit un accroissement naturel de la population de 3,9%. On notera également que tous les territoires de la province ont connu une croissance positive.

#### 3.2. Éducation

Le Nord Kivu présente un taux de scolarisation au primaire proche de 75% et totalise 781.900 enfants inscrits à l'école primaire dans l'année 2009, soit 20% de moins qu'en 2008. Cependant, la marche arrière résultant des récents conflits et mouvements de populations est en phase d'ajustement, avec un nombre d'enfants scolarisés remontant à 824.000 pour 2010 et prévu à 913.000 pour 2012. On notera également un rapport fille/garçon scolarisé de 0.90 au primaire, et une augmentation du personnel enseignant et des écoles primaires pour subvenir aux besoins de la récente relance.

Au niveau du secondaire, le niveau de scolarisation chute à 34% et le rapport fille/garçon baisse à 0.53 dans la Division Nord Kivu I, et à 0.82 dans la Division Nord Kivu II. Ceci semble montrer l'inégalité des chances dont est victime le sexe féminin pour passer le stade de l'éducation primaire. L'effectif total d'élèves au secondaire a,

contrairement au niveau primaire, connu une hausse constante depuis 2008, passant de 251.700 en 2008 à 282.500 élèves en 2010. Cette tendance encourageante est confirmée par une prévision de plus de 300.000 enfants scolarisés au secondaire à partir de 2011.

#### 3.3. Santé

Au niveau de la santé, on réitérera tout d'abord l'effort de la part du gouvernement d'investir dans la réhabilitation de centres de santé et hôpitaux. Ainsi, des 34 centres de santé dans la province, seuls 24 sont aujourd'hui réellement opérationnels. D'autre part, on notera que l'on assiste à une amélioration globale de la couverture vaccinale, entre autre grâce à l'apport de la stratégie de porte à porte. Cet accomplissement n'a cependant pas empêché le nombre de cas et décès liés à la contraction de maladies au potentiel épidémique (choléra, coqueluche, méningite, rougeole, etc.) d'augmenter fortement en 2009 par rapport à 2007.

Enfin, on notera que seuls 50% des zones de santé sont couvertes pour les dispositions de lutte contre le VIH SIDA. Les lacunes de cette couverture doivent impérativement être comblées afin de ramener le taux de prévalence du VIH, à 1,9% en 2007, à hauteur de la moyenne nationale de 1,3%. (À noter que la ville de Goma présente le plus fort taux de prévalence de VIH chez les femmes testées, soit 4,3%)

### Coopération PNUD Goma-Gouvernement Provincial

#### 1. Partenariat du PNUD dans le cadre de la Planification et de la Relance Économique

Le partenariat entre le PNUD et les autorités provinciales du Nord-Kivu a été consolidé par la mise en place, le 18 juin 2010, d'un dispositif de pilotage et de coordination des programmes du PNUD dans la province. Ce dispositif comprend un Comité de Pilotage présidé par le Gouverneur de province et deux Comités Techniques de Suivi et Evaluation dont un pour le Programme Gouvernance présidé par le ministre provincial de l'Administration du Territoire, Affaires Coutumières et Sécurité et un autre pour le Programme Pauvreté présidé par le ministre provincial du Plan, Budget et Information et Presse.

## BILAN SUR L'AVANCEMENT DES OMD

OMD 1 : Éradiquer l'Extrême Pauvreté et la Faim. Entre 2001 et 2007, la prévalence de l'insuffisance pondérale a été réduite de 41%, passant de 34% à 20%

OMD 2 : Assurer l'Éducation Primaire pour Tous. Entre 2001 et 2007, le taux de scolarisation au primaire à cru de 62% pour égaler la moyenne nationale, passant de 34% à 55%

OMD 3 : Promouvoir l'égalité des Sexes. L'indice de parité de genre, supérieur à la moyenne nationale en 2005, a substantiellement baissé en 2007 en passant de 1,02 à 0,9.

OMD 4 : Réduire la Mortalité des Enfants de moins de 5 ans. Entre 2001 et 2007, le taux de mortalité des enfants > 5 ans a décliné de 57%, en passant de 237‰ à 102‰

OMD 6 : Combattre le VIH/Sida. En 2007, la prévalence du VIH à l'est de la RDC s'élève à 1,9%. Elle reste ainsi supérieure à la moyenne nationale de 1,3%.

Le lancement officiel des travaux des ces Comités ont été matérialisés par la signature entre le PNUD et le Gouvernement provincial du Plan de Travail Annuel (PTA) du PNUD 2010 en province du Nord-Kivu. Il convient de noter que le Comité de Pilotage ainsi créé a pour rôle de servir de cadre pour définir les orientations stratégiques conformément aux prévisions provinciales, de valider le Plan de Travail Annuel et d'évaluer les résultats et l'impact des deux programmes du PNUD dans l'amélioration de vie des populations bénéficiaires en coordination avec les interventions du Gouvernement et d'autres partenaires.

S'agissant des Comités de Suivi et d'Évaluation des programmes Gouvernance et Pauvreté, ceux-ci sont chargés d'assurer la pertinence des projets mis en œuvre au Nord-Kivu, fournir aux parties prenantes des programmes des indications sur la qualité, la quantité et l'opportunité des progrès pour atteindre les résultats prévus, sur la base des indicateurs déterminés dans le Plan de Travail Annuel et Trimestriel et enfin, évaluer l'avancement des projets dans le cadre des ces deux axes programmatiques.

## 2. Les études économiques pour la Relance à l'est sous une perspective régionale

Dans le cadre de son appui à la 3<sup>ème</sup> Composante du programme STAREC, la Relance économique, et au processus de la relance des activités de coopération régionale, le Représentant résident du PNUD et le Secrétaire exécutif adjoint de la CEPGL se sont rencontrés à Goma le 24 avril 2010 pour explorer les possibilités d'établir des partenariats stratégiques pour appuyer les efforts de relèvement dans la région des Grands Lacs.

Ces échanges ont conduit à la tenue le 4 juin 2010 à Gisenyi d'une réunion, en collaboration avec la CEPGL, des économistes des bureaux PNUD Rwanda, Burundi et la RDC pour réfléchir sur les orientations stratégiques à donner à l'étude sur l'analyse de la dynamique socio-économique et du commerce transfrontalier dans la sous-région des Grands Lacs afin de renforcer des synergies des politiques d'investissements publics et privés dans ces pays.

En outre, le PNUD a initié une autre étude sur les profils économiques des provinces sous STAREC pour identifier les potentialités ainsi que les contraintes liées à l'amélioration de la situation socio-économique des populations de l'est. Ces deux études viendront nourrir et approfondir les réflexions en cours concernant les stratégies et les approches du DSCR-II dans la perspective d'orienter les provinces de l'est vers la relance économique et la stabilisation durables. Il sied spécifiquement pour l'Unité Economique du PNUD (UPS) d'arriver à identifier les opportunités de création d'emploi et les secteurs porteurs de croissance économique pour promouvoir les investissements massifs dans les provinces de l'est ■

---

<sup>i</sup> Bulletin d'information humanitaire, 4 août 2010, OCHA, Nord-Kivu